

**LE JOUR, 1950
14 SEPTEMBRE 1950**

LA “JUSTE IDÉE DE L’ÉTAT “

Recevant récemment à Castel-Gandolfo les membres du VIIIe Congrès international des sciences administratives, le Saint-Père leur tint un discours où il fut bien entendue question de l’Etat. **“Quelle est donc, dit le Pape, la vraie notion de l’Etat sinon celle d’un organisme moral fondé sur l’ordre moral du monde ? Il n’est pas une omnipotence oppressive de toute légitime autonomie”.**

- Et, dit encore de l’Etat, S.S. Pie XII, **“sa fonction, sa magnifique fonction, est plutôt de favoriser, aider, promouvoir l’intime coalition, l’active coopération dans le sens d’une unité plus haute, de membres qui, tout en respectant leur subordination à la fin de l’Etat, pourvoient de la meilleure façon au bien de toute la communauté, précisément en tant qu’ils conservent et développent leur caractère particulier et naturel. Ni l’individu, ni la famille ne doivent être absorbés par l’Etat...”**

La responsabilité de l’Etat moderne envers l’individu et envers la famille, menacés l’un et l’autre dans leurs droits essentiels, est ainsi une fois de plus, mise en relief.

Si le Liban compte parmi les pays où les justes libertés sont inscrites dans les lois, il faut qu’il soit aussi de ceux qui font de la loi **une chose vivante**. Lorsque la loi et le fait sont en contradiction, il faut qu’il y ait d’un côté ou de l’autre une imposture.

“Un organisme moral fondé sur l’ordre moral du monde” ; cette courte définition de la notion d’Etat où le mot moral se répète, **évoque à la fois les mœurs et l’esprit**. Elle porte, en même temps, le spirituel et la marche des affaires d’un pays dans ses flancs.

Disons-nous de l’Etat, chez nous, qu’il est un organisme moral fondé sur l’ordre moral du monde ? Si nous serrions les termes de près nous serions assez loin du compte. Pour débonnaire et relâché qu’il soit, c’est sa tolérance de mœurs politiques malsaines qui fait de l’Etat une tyrannie. Le citoyen n’est pas informé de sa mission. Inconsciemment, indirectement, si l’on veut, il en est même détourné. C’est cela qui est grave. Que faisons-nous de “l’intime coalition”, de “l’active coopération” des membres de la cité en vue du bien supérieur ?

Et, (encore que les morales ne soient pas toujours chez nous identiques), justifierons-nous plus longtemps les moyens, même en vue de la fin ?